



COMMUNIQUE DE PRESSE

L'union locale CGT d'Arles, l'union locale FO d'Arles et la section locale FSU d'Arles réaffirment leur opposition résolue aux principales dispositions contenues dans l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2013 pour « un nouveau modèle économique et social au service de la compétitivité des entreprises et la sécurisation de l'emploi et des parcours professionnels des salariés ».

Cet accord validé par le Medef, et refusé par deux des trois grandes confédérations syndicales, organise **une plus grande flexibilité pour les salariés, un recul de leurs droits individuels et collectifs au bénéfice des employeurs.**

La lutte contre le chômage appelle une rupture avec les politiques d'austérité et de rigueur préjudiciables à l'emploi en qualité et en quantité.

Le gouvernement annonçant son intention de retranscrire dans la loi un mauvais accord pour les droits sociaux, **la CGT, FORCE OUVRIERE et la FSU ont décidé sur Arles d'appeler les salariés à se mobiliser et à exprimer leur désaccord en direction du gouvernement, des députés et des sénateurs.**

La journée du 5 MARS, veille de la présentation au Conseil des Ministres de ce projet de Loi et de la discussion au Parlement, **doit exprimer un refus de l'austérité et de la flexibilité ; l'exigence de réponses nouvelles pour les droits sociaux, l'emploi, l'augmentation des salaires et des pensions.**

Outre des arrêts de travail, **les organisations appellent à un rassemblement Place de la République le mardi 5 mars à 10H30.**

Arles, le 28 février 2013